CSLE – 232M

C. G. – LOI ÉLECTORALE

Centre des femmes de Laval
504, Cousineau
Laval (Québec) H2Y 1E6
Téléphone : (450) 629-1991
cflaval@cam.org

**Mémoire du Centre de femmes de Laval
Sur l'avant-projet de loi remplaçant la Loi électorale**

présenté
à la Commission spéciale sur la loi électorale

Janvier 2006

Table des matières

Présentation du Centre des femmes de Laval	3
Introduction	4
1 + 1 = 2, quand on sait compter !	5
L'égalité, une valeur qui n'a pas de prix	6
Conclusion	8
Annexe: Liste des recommandations	9

L'utilisation du grand « E » est une façon plus souple de féminiser le texte que l'emploi des « e », -e, ou que les répétitions encombrant le texte.

Présentation du Centre des femmes de Laval

Le Centre des femmes de Laval est actif dans son milieu depuis 25 ans. Chaque semaine, environ 200 femmes viennent y trouver de l'aide pour passer au travers certains moments difficiles de leur vie, participer à différentes activités éducatives ou ateliers d'expérimentation ainsi qu'à développer des actions collectives de lutte visant l'amélioration de leur condition et qualité de vie. Le comité Politique Action Femmes (PAF) est l'un des multiples comités où les femmes du centre, à travers un processus d'éducation populaire, font collectivement une lecture de la société qui les entoure et déterminent les gestes à poser pour transformer cette société qui les discrimine.

Nous intervenons sur plusieurs fronts et plusieurs problématiques en lien avec la discrimination systémique que subissent les femmes, plus précisément la pauvreté et l'appauvrissement des femmes, les différentes formes de violence faites aux femmes, la santé mentale et l'isolement. Notre Centre est membre de l'R des centres de femmes du Québec, réseau de 100 centres répartis partout sur le territoire québécois, et adhère à la *Base d'unité politique*. Nous reconnaissons la pertinence de l'analyse féministe dans l'identification de la discrimination systémique vécue par les femmes et dans la recherche de solutions individuelles et collectives. C'est pourquoi nos activités comportent non seulement des services mais également des activités éducatives et des actions collectives.

Nos activités sont portées par une orientation féministe définie selon les éléments suivants :

- favoriser une prise de conscience des stéréotypes sexistes ;
- favoriser une prise de conscience des causes socio-politiques des problèmes rencontrés individuellement;
- avoir confiance dans le potentiel de chaque femme, valoriser ses connaissances, ses expériences ;
- démystifier le rôle des travailleuses de façon à instituer des rapports égalitaires et équitables entre elles et les participantes ;
- soutenir les femmes dans des démarches d'autonomie leur permettant d'acquérir plus de pouvoir sur leur vie ; respecter leur cheminement et leurs choix ;
- stimuler l'entraide, le soutien et la solidarité entre les femmes ;
- rechercher des solutions collectives aux besoins et intérêts des femmes ;
- susciter la participation des femmes à la vie démocratique et sociale.¹

Les membres du comité PAF sont des citoyennes lavalloises qui expérimentent la richesse d'une démarche démocratique et veulent partager avec la société québécoise leurs acquis. Nous sommes ménagères, retraitées, assistées sociales, ex-psychiatisées, travailleuses, handicapées mais surtout, des citoyennes tannées de ne pas être prises au sérieux. C'est pourquoi, au nom de toutes ces personnes exclues de notre système social, nous voulons porter haut et fort cette parole. Non pas parce qu'elles pensent toutes comme nous, mais elles pensent... Nous n'avons pas toujours les « bons mots » mais nous avons les nôtres, et nous voulons les faire entendre.

¹ *Base d'unité politique* de l'R des centres de femmes du Québec

Introduction

Depuis 4 ans, le comité PAF réfléchit sur le mode de scrutin au Québec ainsi qu'à la question de la représentation des femmes dans nos institutions démocratiques et du rôle que pourrait jouer une loi dans une meilleure représentation de ces dernières et de leurs idées. Lors de la dernière consultation et des États généraux sur la réforme des institutions démocratiques, les femmes du Centre ont déposé un mémoire et ont attendu patiemment que le gouvernement québécois donne suite aux recommandations. C'est avec espoir d'un réel changement que nous déposons aujourd'hui notre réflexion sur la question.

Afin de préparer cette présentation, nous avons dans un premier temps fait un portrait de la situation actuelle, nous avons réfléchi sur notre idéal de démocratie, nous avons porté un regard critique sur la proposition du gouvernement et finalement, nous avons formulé des suggestions de modification.

Inspirées des réflexions et des documents produits par le Mouvement Démocratie Nouvelle (MDN) et le Collectif Féminisme et démocratie, nous nous sommes rapidement entendues sur les 5 grands principes qui doivent guider toute réforme du mode de scrutin :

- Refléter obligatoirement et le plus fidèlement possible la volonté populaire
- Viser une représentation égale entre les femmes et les hommes
- Incarner la diversité québécoise (ethnique, groupes minoritaires -analphabète, sans abris, etc.-)
- Refléter le pluralisme politique (différentes tendances politiques)
- Respecter l'importance des régions dans la réalité québécoise

Nous croyons qu'il est possible et souhaitable d'améliorer nos outils collectifs dans une visée de démocratie améliorée et nous conservons notre utopie d'une société québécoise plus juste, plus égalitaire, plus solidaire.

1 + 1 = 2, QUAND ON SAIT COMPTER !

« 1 + 1 = 1, y pensent qu'on ne sait pas compter ! »

Carole, comité PAF du Centre des femmes de Laval

Depuis le début de notre réflexion il est clair que dans un système mixte, tel que proposé, nous devons absolument avoir deux bulletins de vote pour atteindre l'objectif de compenser le système uninominal. Après une première lecture de l'avant-projet de loi, il nous est vite apparue que par le fait d'avoir un seul bulletin de vote, la proposition telle que formulée ne permettait pas d'exprimer réellement la proportionnalité désirée. En fait, c'est même plus grave car le même vote compte deux fois ! Nous ne sommes pas des spécialistes de la question mais lorsque nous ne pouvons mettre qu'un seul X sur un bulletin de vote, il est impossible d'exprimer deux choses.

La réforme du mode de scrutin devrait permettre de pouvoir exprimer notre préférence pour unE représentantE de circonscription et celle pour un parti dont le programme politique représente bien nos idées. Pour ce faire, nous devons disposer de deux bulletins de vote. L'élection pour la circonscription se ferait par le mode majoritaire uninominal à un tour et pour le parti, par les candidatures de listes. La liste devrait être constituée sur une base nationale et non par la création d'une nouvelle structure de district (surreprésentation des régions). D'une part, les 75 éluEs dans les circonscriptions représentent déjà tous les coins du Québec. De plus, certaines structures déjà existantes (MRC et CRÉ) servent de levier d'influence auprès du gouvernement central et si besoin il y a, d'autres moyens peuvent être pris pour assurer une bonne représentation des régions au sein du gouvernement (caucus régionaux). D'autres part, nous sommes convaincues qu'une liste nationale offre beaucoup plus de chance à l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes, à une meilleure représentation des gens des communautés culturelles et des minorités visibles et permettrait réellement l'expression de la pluralité politique au Québec.

Nous avons estimé, sans trop de grands calculs, que la méthode proposée dans l'avant-projet de loi, serait avantageuse quasi exclusivement pour les 2 (peut-être les 3) grands partis et ne permettrait pas du tout aux petits partis de se faire élire. De plus, en jetant de la poudre de proportionnalité aux yeux de la population, la proposition donne l'illusion aux citoyenNEs d'un effet compensatoire. Respecter la volonté populaire veut dire de se donner les moyens que les résultats électoraux correspondent le plus possible au nombre de votes obtenus par les partis. Nous éviterions ainsi que des milliers de votes soient « perdus ».

CertainE martèle que l'utilisation de deux bulletins de vote serait trop compliquée ! Il ne faut pas faire confiance à l'intelligence du peuple pour dire de telles choses. Avec une bonne campagne d'éducation populaire cela permettrait facilement d'expliquer le nouveau processus de votation voire même de peut-être susciter une mobilisation sur l'importance comme citoyenNEs de participer à la vie démocratique de notre société et d'aller voter.

LE COMITÉ PAF DU CENTRE DES FEMMES DE LAVAL RECOMMANDE :

1. **L'instauration de deux bulletins de vote : un pour l'expression de la préférence pour la candidature de circonscription et l'autre pour l'expression de la préférence pour les partis et leur programme (candidatures de listes compensatoires).**
2. **Nous recommandons l'instauration d'une compensation à l'échelle nationale plutôt que par districts pour au moins 40 % des sièges.**
3. **L'établissement de listes nationales avec une alternance obligatoire de candidatures féminines et masculines, dont des représentantEs des communautés culturelles devront être obligatoirement inscritEs dans le premier 20% de la liste.**
4. **Que le premier nom sur les listes soit celui d'une candidate qui serait suivi du nom d'un candidat, suivi du nom d'une candidate et ainsi de suite.**

5. Que les noms des listes compensatoires soient différents des candidatures de circonscription (nous sommes contre la double candidature proposée dans l'avant projet de loi).

L'ÉGALITÉ, UNE VALEUR QUI N'A PAS DE PRIX

« *C'est pas parce qu'on est des femmes qu'on vaut rien !* »

Louise, comité PAF du Centre des femmes de Laval

Le projet de loi exprime clairement sa volonté de permettre une meilleure représentation des femmes dans la sphère politique. Nous sommes heureuses de voir apparaître cet objectif car il représente pour nous un moyen de rétablir une erreur historique. Nous croyons, et les luttes du passé l'ont démontré, que l'état peut et doit jouer un rôle dans l'élimination de cette injustice. Pour nous il ne fait aucun doute que des mesures dites positives devront être mises en place pour y arriver.

Par contre, l'avant-projet de loi utilise le terme équité plutôt qu'égalité. Comme le souligne les auteures du mémoire de l'R des centres de femmes, « L'équité signifierait un ratio de 52 % de femmes et de 48 % d'hommes. Bien que notre humour nous commande de revendiquer l'équité (52/48), nous espérons obtenir un ratio de 50%/50%. C'est un objectif plus facilement réalisable d'autant plus si nous considérons le climat général de ressac anti-féministe ou le *backlash* ambiant envers les femmes et les avancées du féminisme ! »²

Nous sommes très heureuse de constater dans l'avant-projet de loi, l'appel à la mobilisation des acteurs sociaux que sont les partis politiques dans la recherche et l'atteinte de l'égalité de représentation entre les femmes et les hommes à l'Assemblée nationale. Il va sans dire que les partis politiques ont un rôle capital à jouer en ce sens. L'égalité est pour nous un concept, une valeur, un idéal, une vision à partager entre tous et toutes !

LE COMITÉ PAF DU CENTRE DES FEMMES DE LAVAL RECOMMANDE :

6. Que le gouvernement corrige le terme équité en le remplaçant par le mot égalité (50/50) et que ce soit clairement énoncé dans la loi électorale.
7. Qu'il soit inscrit dans la Loi électorale que les partis politiques doivent se doter d'un plan d'action avec des objectifs de résultats visant l'égalité de représentation et des moyens concrets (même budget de campagne, même qualité d'organisation, etc.) pour y arriver.
8. Que les bonifications financières reçues par les partis soient investies par ceux-ci dans un fonds spécial destiné à la promotion et au soutien de l'égalité entre les femmes et les hommes dans le parti et de l'égalité entre les femmes et les hommes dans les candidatures qu'ils soutiendront.
9. Que la Loi électorale exige des partis politiques la production annuelle d'un rapport d'activités et d'un rapport financier démontrant leurs efforts pour l'atteinte de l'égalité de représentation et de l'égalité dans leurs propres structures et que ces rapports soient adressés à la Direction générale des élections (*Profitons-en au passage pour souhaiter qu'un jour le poste de la Direction générale des élections soit occupé par une femme ! Pourquoi pas ?*)

² L'R des centres de femmes, *Afin que le miroir réfléchisse une image plus fidèle des représentantEs... et des représentéEs*, page 6, 2005

10. Nous recommandons de modifier les bonifications financières dans la Loi électorale.
11. Nous recommandons une bonification financière allouée au fonctionnement des partis en fonction des élues et non pas des candidates.
12. Qu'une majoration de l'allocation annuelle des partis politiques :
 - de 5% à compter de 35 % à 39 % d'élues
 - de 10% à compter de 40 % jusqu'à 44 % d'élues
 - de 15 % pour plus de 45 % d'élueset que cet argent soit investi par les partis bénéficiaires dans un fonds dédié à la mise en œuvre du plan d'action pour l'égalité entre les femmes et les hommes dans le parti (en cohérence avec notre proposition 8).
13. Que la proposition gouvernementale pour le remboursement des dépenses électorales acquittées par les candidates et les élues ayant obtenu au moins 15 % des votes (la loi prévoit déjà le remboursement de 50% de leurs dépenses électorales) conditionnellement à ce que 35 % des candidatures de leur parti aient été féminines, soit bonifiée ainsi :
 - 60 % de remboursement compter de 35 % à 39 % d'élues
 - 65% de remboursement à compter de 40 % jusqu'à 44 % d'élues
 - 70 % de remboursement pour plus de 45 % d'éluesUne majoration de 5% supplémentaire du remboursement des dépenses électorales serait ainsi accordée aux élues comparées au remboursement versé aux candidates.
14. Que le gouvernement corrige sa définition afin que celle-ci permette des actions concrètes afin de rejoindre spécifiquement les personnes victimes de discrimination en raison de leur origine ethnique et qu'en conséquence, le gouvernement revoit les seuils à partir desquels les bonifications financières aux partis seraient accordées.
15. Que la logique des mesures développée des points 7 à 13 s'applique aux personnes des communautés culturelles et des minorités visibles.
16. Que l'ensemble de ces mesures soit maintenu pendant trois élections après l'atteinte de l'objectif visé afin que nous parvenions à un réel ancrage de l'égalité et de la diversité dans la représentation politique.
17. Que le gouvernement prenne en compte les obstacles spécifiques à l'exercice d'une pleine citoyenneté afin de les contrer.
18. Que la réforme du mode de scrutin favorise l'équité de représentation des groupes sociaux discriminés sur la scène politique ;
19. Que le gouvernement engage des sommes pour permettre la tenue d'une campagne d'éducation populaire et d'information sur la réforme du mode de scrutin plus particulièrement auprès des groupes discriminés et marginalisés.
20. Que le gouvernement injecte de nouveaux fonds dans le programme *À égalité pour décider* pour permettre l'accessibilité du programme à de nouveaux groupes et pour de nouveaux projets en particulier ceux qui s'adressent aux femmes susceptibles d'être exclues ou doublement discriminées.

Conclusion

« Ça fait tellement longtemps qu'ils en parlent, j'espère que cette fois là c'est la bonne »
Françoise, comité PAF du Centre des femmes de Laval,

Depuis déjà quelques décennies, les partis politiques à tour de rôle ont parlé de réformer le système électoral pour refléter plus fidèlement la volonté populaire. Depuis quelques années, des gestes concrets ont été posés pour stimuler une réflexion collective sur le genre de démocratie que nous voulons. Chez les participantes au comité, il est clair que la sous représentation des femmes dans la députation et la perte complète de plusieurs milliers de vote dans le mode de scrutin uninominale à un tour, sont deux éléments qui témoignent de la faiblesse de notre démocratie.

Le gouvernement actuel a tenu sa parole en proposant un avant-projet de loi qui revisite la loi électorale. C'est tout en son honneur. Malheureusement, avec la création des districts, la proposition sur la table aura pour effet de favoriser encore et toujours les deux grands partis, peut-être le troisième aussi et ne facilitera pas l'atteinte des objectifs d'égalité. La société québécoise est assez mature pour accueillir un mode de scrutin qui permet et voir même facilite l'émergence de la diversité des opinions en dehors du traditionnel bipartisme.

Il faut donc que le gouvernement libéral soit congruent. S'il dit qu'il veut que cette réforme apporte dans notre mode électoral plus de fidélité à l'expression populaire du vote, il doit inscrire des mécanismes de compensation qui permettent réellement l'atteinte de cet objectif. Qu'il n'y ait qu'un seul bulletin de vote et que les listes soient faites sur une base de district sont deux expressions que ce gouvernement n'a pas le courage de ces ambitions.

Et pourtant... Lorsqu'il a été le temps de couper les personnes assistées sociales, de hausser les frais en service de garde, de refuser aux éducatrices en milieu familial le droit de se syndiquer, ce gouvernement a eu le courage politique de ses opinions. Nous espérons que ce même gouvernement, qui a eu le courage de prendre plusieurs décisions à l'encontre de la volonté populaire, aura la courage politique d'aller dans le sens de la volonté populaire et fera de cet avant-projet de loi, un projet de loi qui permettra vraiment l'atteinte de ces objectifs. Pour ce, il devra par contre corriger son tir.

L'État a un rôle important à jouer dans l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes. L'avant-projet de loi propose de bons pas en ce sens. Ceci étant dit, lorsqu'on veut réellement atteindre une cible, il faut la viser. L'utilisation du terme équité et les pourcentages proposés pour l'application des mesures sont ici deux signes que le gouvernement ne vise pas réellement la cible mais donne à la population moins avisée, l'illusion qu'il le fait. Nous espérons que le gouvernement ne décevra pas une fois de plus les femmes.

Le comité PAF du Centre des femmes de Laval souhaite être entendu par la commission. Vous pouvez rejoindre Manon Massé au 450-629-1991

Annexe : Liste des recommandations

1. L'instauration de deux bulletins de vote : un pour l'expression de la préférence pour la candidature de circonscription et l'autre pour l'expression de la préférence pour les partis et leur programme (candidatures de listes compensatoires).
2. Nous recommandons l'instauration d'une compensation à l'échelle nationale plutôt que par districts pour au moins 40 % des sièges.
3. L'établissement de listes nationales avec une alternance obligatoire de candidatures féminines et masculines, dont des représentantEs des communautés culturelles devront être obligatoirement inscritEs dans le premier 20% de la liste.
4. Que le premier nom sur les listes soit celui d'une candidate qui serait suivi du nom d'un candidat, suivi du nom d'une candidate et ainsi de suite.
5. Que les noms des listes compensatoires soient différents des candidatures de circonscription (nous sommes contre la double candidature proposée dans l'avant projet de loi).
6. Que le gouvernement corrige le terme équité en le remplaçant par le mot égalité (50/50) et que ce soit clairement énoncé dans la loi électorale.
7. Qu'il soit inscrit dans la Loi électorale que les partis politiques doivent se doter d'un plan d'action avec des objectifs de résultats visant l'égalité de représentation et des moyens concrets (même budget de campagne, même qualité d'organisation, etc.) pour y arriver.
8. Que les bonifications financières reçues par les partis soient investies par ceux-ci dans un fonds spécial destiné à la promotion et au soutien de l'égalité entre les femmes et les hommes dans le parti et de l'égalité entre les femmes et les hommes dans les candidatures qu'ils soutiendront.
9. Que la Loi électorale exige des partis politiques la production annuelle d'un rapport d'activités et d'un rapport financier démontrant leurs efforts pour l'atteinte de l'égalité de représentation et de l'égalité dans leurs propres structures et que ces rapports soient adressés à la Direction générale des élections (*Profitons-en au passage pour souhaiter qu'un jour le poste de la Direction générale des élections soit occupé par une femme ! Pourquoi pas ?*)
10. Nous recommandons de modifier les bonifications financières dans la Loi électorale.
11. Nous recommandons une bonification financière allouée au fonctionnement des partis en fonction des élues et non pas des candidates.
12. Qu'une majoration de l'allocation annuelle des partis politiques :
 - de 5% à compter de 35 % à 39 % d'élues
 - de 10% à compter de 40 % jusqu'à 44 % d'élues
 - de 15 % pour plus de 45 % d'élueset que cet argent soit investi par les partis bénéficiaires dans un fonds dédié à la mise en œuvre du plan d'action pour l'égalité entre les femmes et les hommes dans le parti (en cohérence avec notre proposition 8).

13. **Que la proposition gouvernementale pour le remboursement des dépenses électorales acquittées par les candidates et les élus ayant obtenu au moins 15 % des votes (la loi prévoit déjà le remboursement de 50% de leurs dépenses électorales) conditionnellement à ce que 35 % des candidatures de leur parti aient été féminines, soit bonifiée ainsi :**
 - 60 % de remboursement compter de 35 % à 39 % d'élus
 - 65% de remboursement à compter de 40 % jusqu'à 44 % d'élus
 - 70 % de remboursement pour plus de 45 % d'élus**Une majoration de 5% supplémentaire du remboursement des dépenses électorales serait ainsi accordée aux élus comparées au remboursement versé aux candidates.**
14. **Que le gouvernement corrige sa définition afin que celle-ci permette des actions concrètes afin de rejoindre spécifiquement les personnes victimes de discrimination en raison de leur origine ethnique et qu'en conséquence, le gouvernement revoit les seuils à partir desquels les bonifications financières aux partis seraient accordées.**
15. **Que la logique des mesures développée des points 7 à 13 s'applique aux personnes des communautés culturelles et des minorités visibles.**
16. **Que l'ensemble de ces mesures soit maintenu pendant trois élections après l'atteinte de l'objectif visé afin que nous parvenions à un réel ancrage de l'égalité et de la diversité dans la représentation politique.**
17. **Que le gouvernement prenne en compte les obstacles spécifiques à l'exercice d'une pleine citoyenneté afin de les contrer.**
18. **Que la réforme du mode de scrutin favorise l'équité de représentation des groupes sociaux discriminés sur la scène politique ;**
19. **Que le gouvernement engage des sommes pour permettre la tenue d'une campagne d'éducation populaire et d'information sur la réforme du mode de scrutin plus particulièrement auprès des groupes discriminés et marginalisés.**
20. **Que le gouvernement injecte de nouveaux fonds dans le programme *À égalité pour décider* pour permettre l'accessibilité du programme à de nouveaux groupes et pour de nouveaux projets en particulier ceux qui s'adressent aux femmes susceptibles d'être exclues ou doublement discriminées.**